



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 05/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TWE MACON

3, rue Lavoisier
71000 Mâcon

Références : BL/NM/2022/M_216
Code AIOT : 0005402629

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2022 dans l'établissement TWE MACON. Implanté 3, rue Lavoisier – 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 20/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de la réalisation des mesures constructives retenues par l'exploitant et permettant de contenir les effets thermiques d'un sinistre susceptible de se produire au droit du stockage extérieur de produits finis situés le long de la rue "de la Grosne".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TWE MACON
- 3, rue Lavoisier – 71000 Mâcon
- Code AIOT dans GUN : 0005402629
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société TWE MACON, spécialisée dans la production de produits textiles, dont le siège social est situé 3, rue Lavoisier à Mâcon, exploite à la même adresse un site de fabrication et de stockage de produits finis non-tissés à base fibre de polymères.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée, entre autres, par l'arrêté préfectoral n° 12-00395 du 09/02/2012.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- stockage extérieur de produits finis situé le long de la rue de la Grosne ;
- protection contre la foudre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	stockage extérieur	Autre du 02/12/2021, rapport ECO2103-02 - page 14/22	/	Sans objet
2	stockage extérieur	Autre du 02/12/2021, rapport ECO2103-02 - page 14/22	/	Sans objet
3	stockage extérieur	Autre du 02/12/2021, rapport ECO2103-02 - page 14/22	/	Sans objet
4	protection contre la foudre	Autre du 14/02/2022, rapport Franklin Centre-Est référencé LR_202200214-1- page 5/6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection il a été constaté que l'exploitant a satisfait aux dispositions contrôlées tirées du dossier référencé ECO2103-02 du 02/12/2021 portant à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire les modifications apportées aux modalités d'exploitation du stockage extérieur de produits finis situé le long de la rue de la Grosne d'une part et du rapport Franklin Centre-Est référencé LR_202200214-1 du 14/02/2022 s'agissant de la remise en conformité du système de protection contre la foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : stockage extérieur

Référence réglementaire : Autre du 02/12/2021, rapport ECO2103-02 - page 14/22
Thème(s) : risques accidentels, maîtrise des flux thermiques
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : "[...] Un mur en aggloméré d'une hauteur de 2 m sera nouvellement créé sur la longueur du stockage. Ce mur permettra de maintenir les zones d'effets thermiques de plus de 3 kW/m ² en cas d'incendie de la zone de stockage extérieur. [...]"
Constats : Les constats effectués le jour du contrôle montrent la présence d'un mur, implanté en limite de propriété et sur toute la longueur du stockage extérieur (approximativement 30 mètres) positionné le long de la rue « de la Grosne ». Par courriel du 11 mars 2022, le représentant de l'exploitant avait transmis le devis estimatif de la société « GELIN Entreprise », référencé 21T06 du 20/10/2021, relatif aux travaux à réaliser pour la création d'un mur coupe-feu. Le devis comporte notamment les caractéristiques détaillées du mur. La hauteur du mur est supérieure à 2 mètres.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : stockage extérieur

Référence réglementaire : Autre du 02/12/2021, rapport ECO2103-02 - page 14/22
Thème(s) : risques accidentels, caractéristiques des produits finis stockés
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : "[...] Les produits finis sont des produits dits "non tissés" composés principalement de polymères. Ils sont stockés en palettes en bois de dimensions 150 cm*85 cm*175 cm. Une palette de produits non-tissés est composée de : - 125 kg de produits non-tissés (considérés de manière conservatrice en tant que 100 % polymères) ; - 15 kg de palette en bois. [...]"
Constats : Les constats effectués le jour du contrôle mettent en évidence : - la présence de produits finis conditionnés mis sur palettes en bois ; - la présence d'un marquage au sol délimitant les zones de stockage. Les dimensions des palettes n'appellent pas de commentaires. Les produits finis sont fabriqués et conditionnés sur site. Ils sont constitués essentiellement de fibres de polyéthylène selon le représentant de l'exploitant.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 3 : stockage extérieur

Référence réglementaire : Autre du 02/12/2021, rapport ECO2103-02 - page 14/22
Thème(s) : risques accidentels, modalités de stockage des produits finis situés en extérieur
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : "[...] Les palettes sont stockées sur un seul niveau, en 8 allées formant un îlot de stockage d'environ 20 m sur 30 m, ce qui représente une capacité maximale de stockage de 240 palettes, soit un volume de 530 m ³ . [...]"
Constats : Les constats effectués le jour du contrôle mettent en évidence : <ul style="list-style-type: none">- la présence de 8 allées de stockage formant un îlot dont les dimensions n'appellent pas de commentaires (30 mètres par 20 mètres) ;- la présence de 147 palettes. Les produits sont stockés sur palettes et sur un seul niveau.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 4 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, rapport Franklin Centre-Est référencé LR_202200214-1- page 5/6
Thème(s) : risques accidentels, conducteur de descente
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : "[...] 3.1 Remise en conformité du conducteur de descente sur la toiture - Bâtiment fabrication/ bureaux. Date d'intervention le 04/02/2022 [...]"
Constats : Les constats effectués ce jour mettent en évidence : <ul style="list-style-type: none">- l'existence d'un câble de descente relié à un dispositif de comptage des impacts de la foudre ;- un compteur numérique, comptabilisant les impacts dus à la foudre, affichant le chiffre : « 00 ». L'exploitant a, par ailleurs, été en mesure de fournir, par courriel du 11 mars 2022, le rapport de la société FRANKLIN Centre-Est, intitulé « levée de réserve » et référencé « LR_20220214-1 » du 14 février 2022 relatif à l'intervention du 04/02/2022 précisant la remise en conformité du système de protection contre la foudre, les installations ayant été réalisées conformément à la norme NFC17102 pour les protections contre les effets directs. L'entreprise est certifiée "Qualifoudre" et le rapport comporte le certificat de compétence de l'intervenant.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet